



Dans une tribune au Parisien-Aujourd'hui en France, le député Régis Juanico et le sénateur Jean-Jacques Lozach intiment le Comité international olympique de s'aligner sur l'avis de l'Organisation mondiale de la santé et non pas sur la position des sponsors.



Lozach. LP/Illustration Elene Usdin Par Opinion Le 22 mars 2020 à 10h10

Le député Régis Juanico et le sénateur Jean-Jacques

Régis Juanico, député de la Loire, rapporteur pour avis des crédits du sport 2020 à l'Assemblée nationale, et Jean-Jacques Lozach, sénateur de la Creuse, rapporteur pour avis des crédits du sport 2020 au Sénat.

« Avec la pandémie du Covid-19, nous assistons pour la première fois à un black-out sportif planétaire, qui intervient en pleine année Olympique et Paralympique. La totalité de <u>l'écosystème sportif est impactée</u> : clubs amateurs, professionnels, sportifs de haut niveau. Tous les entraînements collectifs et les compétitions locales, nationales et internationales sont aujourd'hui suspendus.

Le monde du sport est à l'arrêt et doit s'adapter pour faire face collectivement à ce grand défi sanitaire inédit depuis plusieurs décennies. Comme pour l'ensemble de nos concitovens, la priorité absolue doit être la préservation de l'intégrité physique et de la santé de tous les sportifs.

Selon une étude récente du groupe BPCE, le poids du sport dans l'économie française représente 2 % du secteur marchand, 77 milliards d'euros de chiffres d'affaires et 450 000



emplois. C'est pourquoi il est vital que les mesures de soutien financier aux entreprises mais aux associations employeuses votées cette semaine au Parlement s'appliquent dans les mêmes conditions au secteur sportif.

Alors que de nombreux pays décrètent <u>un confinement total</u> de leur population -800 millions de personnes concernées dans le monde- et que le virus a déjà fait près de 12 000 morts dans 163 pays, tous les grands événements sportifs internationaux organisés dans les prochains mois sont susceptibles d'être annulés ou reportés.

La décision la plus spectaculaire est le report d'un an de <u>l'Euro de football</u> qui devait avoir lieu dans douze pays européens en juin et juillet prochains. Le tournoi de tennis de Roland Garros vient aussi d'être reporté en septembre.

Une grande incertitude pèse sur la préparation des athlètes dans le cadre des Jeux olympiques de Tokyo qui doivent se dérouler du 24 juillet au 9 août puis des Jeux paralympiques du 25 août au 6 septembre. Des stages, des regroupements d'athlètes à l'étranger ont dû être annulés du fait des restrictions de déplacement. Des tournois de qualification olympique comme ceux du Handball ont dû être logiquement reportés.

La préparation sportive aux Jeux est aujourd'hui tronquée, alors que seulement 57 % des athlètes sont d'ores et déjà qualifiés pour Tokyo. Pour des raisons d'équité évidente, il semble difficile d'instaurer un « deux poids, deux mesures » dans les modalités de qualification des athlètes encore en attente et aujourd'hui plongés dans l'incertitude.

Quatre mois avant le plus grand événement sportif planétaire, nous trouvons incompréhensible et inconséquent l'attentisme du Comité International Olympique à envisager l'hypothèse d'un report des Jeux olympiques et Paralympiques de Tokyo. Le parcours de la <u>flamme olympique</u> doit démarrer le 26 mars à Fukushima et sera fermé au public. C'est surréaliste.

Comme nous l'avons déjà dit au sujet des Mondiaux d'Athlétisme à Doha, les intérêts financiers et commerciaux ne doivent pas prendre le pas sur les valeurs du sport. L'unique boussole des décideurs – le CIO et le gouvernement japonais – doit être la santé des 11 000 sportifs, de leurs encadrants et des millions de spectateurs des quatre coins de la planète qui ont prévu de se rendre au Japon cet été.

Alors qu'une grande incertitude pèse sur la progression de la pandémie dans les prochaines semaines, notamment pour les continents Africains et Sud-Américains, peut-on prendre le risque d'un tel brassage de population et de relancer une flambée épidémique au Japon ?



Après une première communication erratique, le CIO a enfin reconnu cette semaine que nous étions dans une situation exceptionnelle qui appelle des solutions exceptionnelles. Le président du CIO Thomas Bach a estimé vendredi 20 mars qu'il <u>était prématuré de reporter les JOP</u> et de prendre une décision tout de suite. La décision définitive ne doit pas tarder et nous souhaitons que ce soit l'avis de l'OMS qui soit déterminant, pas ceux des sponsors aussi puissants et influents soient-ils.

Disons-le clairement : il nous paraît irresponsable de ne pas envisager aujourd'hui un report de quelques mois, voire d'une année des Jeux de Tokyo. »

